

En 2014, priorité à l'emploi



À l'occasion de ses vœux aux Français, le président de la République a réaffirmé le cap de son quinquennat : tout pour l'emploi, la relance de l'appareil productif et la maîtrise des dépenses publiques.

L'AGENDA

28 janvier

► Forum « Imaginons notre Île-de-France » à Paris

1^{er} février

► Réunion des secrétaires de section à Paris

6 février

► Forum « Imaginons notre Île-de-France » à Évry

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



Extrait du discours

« La France sera forte si elle reste solidaire. Si elle bâtit plus de logements, réduit la pauvreté, accueille mieux les personnes en situation de handicap ou de dépendance »

« La France sera forte si elle est intraitable dans le respect de ses règles : la sécurité, qui est la garantie de la liberté ; l'indépendance de la justice, c'est l'impartialité ; la laïcité, c'est la condition pour vivre ensemble »

« La République, elle n'est pas négociable. Les lois ne sont pas négociables. Le modèle français n'est pas davantage négociable. Parce que c'est lui qui nous permet d'avancer, génération après génération ».

« Toutes ces valeurs de la République, nous les affirmons aussi dans le monde. La France est toujours au premier rang, et j'en suis fier, au service de la paix. C'est son honneur. C'est son devoir »

« Ce n'est pas en défaisant l'Europe que l'on fera la France de demain. C'est en la renforçant qu'elle nous protégera davantage. Et je ne laisserai pas faire ceux qui nient l'avenir de l'Europe »

ACTUALITÉ

Tout droit vers l'emploi



L'UMP, pourtant au plus bas de la crédibilité dans le cœur des Français, s'est crue autorisée à déceler un « tournant social-libéral » chez le président de la République. Il n'en est rien. Lors de ses vœux du 31 décembre, François Hollande a réaffirmé le cap qui est le sien depuis son premier jour à l'Élysée : il n'a « qu'une priorité, qu'un objectif, qu'un engagement, c'est l'emploi ». Le chef de l'État a certes reconnu qu'en 2013 « le chômage est resté à un niveau encore élevé, même si la tendance de ces derniers mois s'améliore ».

« Les résultats sont forcément longs à apparaître, mais ils sont là. Et j'ai confiance dans les choix que j'ai faits pour le pays », a-t-il souligné. En 2014, a insisté le président de la République, « nous aurons besoin de la mobilisation de tous pour gagner cette bataille ». François Hollande a proposé « un pacte de responsabilité » aux entreprises. Ce pacte, qui s'inscrit dans la suite

du pacte de compétitivité de 2013, « est fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social ».

Il a précisé que les impôts étaient devenus « trop lourds, à force de s'accumuler depuis de nombreuses années », ce qui rend nécessaire la réforme fiscale qui sera menée pendant le quinquennat.

Le président de la République a aussi annoncé trois décisions fortes. La première porte sur la réduction de la dépense publique. « Nous devons faire des économies partout où elles sont possibles. Et j'ai la certitude que nous pouvons faire mieux en dépensant moins ». « Cela vaut pour l'État, qui doit se concentrer sur ses missions essentielles, mais aussi pour les collectivités locales, qui doivent voir leurs compétences clarifiées ; et pour la sécurité sociale, qui est notre bien le plus précieux, qui doit en terminer avec les excès et les abus. Parce qu'ils mettent en cause l'idée même de solidarité ».

François Hollande a aussi affirmé sa volonté de « simplifier la vie » des Français pour les démarches administratives et il a mis l'accent sur la transition énergétique. « Les objectifs en sont clairs : faire des économies d'énergie, rénover nos logements, lutter contre le réchauffement climatique, soutenir l'artisanat, mais aussi une nouvelle industrie qui émerge grâce à la transition énergétique ».

« Plus que jamais, a lancé le président de la République, il faut aimer la France » car « rien n'est pire que le dénigrement de soi ». « Être lucide n'a jamais empêché d'être fier ».

Au cours du conseil des ministres qui a suivi, le vendredi 3 janvier, le président de la République a confirmé l'accélération du calendrier gouvernemental des réformes. Il a préconisé de « faire avancer les dossiers » par décrets ou par ordonnances. Il a demandé aux ministres de faire preuve de « réactivité » et d'« anticipation »

et de ne passer par la loi que quand cela est strictement indispensable.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, a estimé que ce recours aux ordonnances prôné par François Hollande était une bonne chose « si c'est utile pour l'objectif central, l'emploi » et a tenu à rassurer les parlementaires qui ne seront « pas du tout frustrés » de leurs « droits législatifs ». La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a dressé la liste des projets de loi au menu des six prochains mois. Avant les municipales : cumul des mandats, ville, consommation, et formation professionnelle, égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, artisanat, détachement des travailleurs mais aussi une proposition de loi constitutionnelle sur langues régionales ou minoritaires. Après les municipales : projet de loi sur la prévention de la récidive et individualisation des peines de Christiane Taubira, et texte sur l'économie sociale et solidaire.

« Nous aurons besoin de la mobilisation de tous pour gagner cette bataille. ».

« Il faut tenir le cap et croire en la France ».



« Mes premières pensées vont ce soir à ceux qui sont dans la solitude, dans la précarité ou la maladie, à tous ceux qui affrontent les difficultés. » Harlem Désir s'est adressé à l'ensemble des socialistes, pour leur adresser ses vœux « les plus chaleureux ».

« Partout dans notre pays, des femmes et des hommes s'organisent pour résister à la crise », affirme le premier secrétaire, ajoutant que « la France, c'est cet esprit de résistance et de solidarité ». C'est au nom de cette idée « que nous menons une politique de progrès ».

Harlem Désir insiste sur les mesures qui combattent les inégalités et luttent pour l'emploi comme les 100 000 emplois d'avenir, l'extension de la CMU, la création d'un compte pénibilité pour les retraites, la priorité à l'éducation. « Nous avons fait progresser l'égalité des droits avec la loi sur le droit au mariage pour tous, et celle sur l'égalité entre les femmes et les hommes », ajoute-t-il.

« Nous sommes fiers d'une France à nouveau écoutée et respectée dans le monde, une France qui combat la finance folle en Europe

avec l'union bancaire (...) nous sommes fiers d'une France universaliste, qui agit pour la sécurité et la solidarité internationales ». Les premiers résultats sont là. « Il faut tenir le cap, ne pas écouter les prophètes de déclin, croire en la France et en ses forces et plus que jamais nous rassembler dans nos valeurs, celles de la République ».

« Fiers de la France »

« Je forme le vœu que 2014 soit une année de débats démocratiques riches et intenses, mais dignes et respectueux, une année d'unité républicaine retrouvée », dit Harlem Désir.

2014 sera l'année de deux grandes échéances démocratiques, « l'une cruciale pour la vie locale, les élections municipales,

l'autre cruciale pour l'avenir de l'Europe, les élections européennes. Dans nos communes, ce sont les services publics, le logement, les transports, la démocratie locale, le vivre ensemble ! En Europe, c'est la croissance, l'emploi, la protection des travailleurs. Nous voulons rassembler une nouvelle majorité progressiste au Parlement européen pour défendre cette autre Europe. » Dans ces deux élections, la gauche devra notamment « combattre l'extrémisme ». Un combat qui a toujours été celui des socialistes, et qui le sera encore en cette année 2014, qui commémore le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès, tué par un extrémiste de droite. De nombreux événements seront organisés par le parti pour célébrer la mémoire de ce grand socialiste.

Hommage à François Mitterrand



Harlem Désir s'est rendu à Jarnac où repose l'ancien président François Mitterrand, en compagnie notamment de Pierre Bergé, de Gilbert Mitterrand et d'Hubert Védrine. Après avoir déposé une gerbe au nom des socialistes, Harlem Désir s'est recueilli devant la tombe de François Mitterrand décédé le 8 janvier 1996.

BILAN

18 mois de réformes de gauche

De nombreuses réformes ont déjà été engagées depuis l'élection de François Hollande. Certaines, comme le mariage pour tous, sont connues, mais les choses évoluent dans beaucoup d'autres domaines :

Santé. L'action de la gauche en faveur des droits des femmes a permis de proposer la contraception gratuite pour les mineures, ou encore le remboursement total de l'IVG. Le tiers payant a été généralisé et les dépassements d'honoraires plafonnés.

Social. Les bourses étudiantes ont été revalorisées, en particulier pour les familles à faibles revenus. Les frais bancaires en cas de découvert sont désormais plafonnés. D'un autre côté, en ce qui concerne la fiscalité, les plus riches sont mis à contribution par la taxe à 75 % sur les revenus de plus d'un million d'euros, l'augmentation de l'ISF et le passage à 45 % de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu.

Logement. L'État œuvre à la construction de logements sociaux, en cédant des terrains qui lui appartiennent pour en bâtir. Par ailleurs, les communes de plus de 3500 habitants ont désormais l'obligation d'avoir 25 % de logements sociaux sur leur territoire, au lieu de 20 % auparavant. La question du logement est cruciale pour de très nombreux Français.

Éducation. Outre la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires, le ministère de l'Éducation nationale a permis de rescolariser les enfants dès l'âge de deux ans, notamment dans les quartiers populaires. 60 000 postes ont été créés et l'accent est mis sur le primaire pour lutter contre le décrochage scolaire. Côté familles, l'allocation de rentrée a été augmentée de 25 %.

Institutions. La loi sur le non cumul des mandats a été votée et sera appliquée dès 2017. Par ailleurs, pour la première fois, les conseillers communautaires seront élus en même temps

que les conseillers municipaux lors des élections de mars 2014. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, les électeurs voteront donc également pour des listes de conseillers communautaires. Une réforme qui a pour but de renforcer la légitimité démocratique des intercommunalités.

Sécurité. Depuis août 2012, 64 zones de sécurité prioritaires (ZSP) ont été mises en place en France. Elles visent à améliorer le quotidien des habitants les plus concernés par l'insécurité par davantage de moyens et une meilleure coordination entre les services de police et de justice. Elles ont déjà produit des résultats : augmentation des mises en cause pour trafic de drogues de 38 %, recul des incivilités de -11 %, baisse des phénomènes de violences urbaines de -27 %, recul des cambriolages de -3 %. Ce, grâce à la mise en place de stratégies fondées sur un diagnostic précis.

Ambitieuse
Citoyenne
Créative
Douce à vivre
Dynamique
Écologique
Engagée
Fraternelle
Ouverte
Solidaire
Sûre



**LA VILLE
QU'ON AIME
POUR VIVRE
ENSEMBLE**

MUNICIPALES 23 ET 30 MARS 2014. VOTEZ !



FNeSR

lavillequonaime.fr